

Grenelle contre les violences conjugales

Restitution des groupes de travail nationaux

29 octobre 2019



Groupe de travail justice

- 86 membres, dont 40 participants à chacune des 4 séances.
- Appel à contributions sur l'intranet (80 retours/500 avis).
- Rencontres avec les familles des victimes.
- Échanges avec les organisations syndicales.

Depuis 2006, un nombre d'homicides conjugaux jamais inférieur à 140 par an (120 femmes victimes). Et ce, malgré :

- Une répression des violences conjugales accrue :
emprisonnement ferme plus fréquent 23 % des peines (1998-2002)/37 % (2013-2017). Sur ces mêmes périodes, quantum moyen de 7,5 mois à 11,5 mois d'emprisonnement.
 - Des moyens en augmentation :
 - Déploiement de TGD de 543 en 2017 à 832 en 2019. Objectif : 1100 en 2020.
 - Augmentation de l'aide financière aux associations +20 % en 2 ans.
 - Une politique volontariste et partenariale menée par de nombreux Parquets.

NÉCESSITÉ DE PASSER DES BONNES PRATIQUES À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE COHÉRENTE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES

Trois grands axes :

- Mieux protéger et accompagner la victime et mieux prendre en compte les conséquences des violences conjugales sur les liens familiaux.
- Renforcer le suivi des auteurs et la prise en charge des violences.
- Mettre en œuvre une méthode de construction d'une politique publique cohérente et efficiente.

Protection de la victime et organisation des liens familiaux

MIEUX SIGNALER LES FAITS DE VIOLENCES CONJUGALES

- Modification de l'article 226-14 du code pénal en permettant au médecin et à tout soignant de porter à la connaissance des autorités, sans l'accord de la victime, des faits de violences conjugales (132-80 code pénale) en cas de risque sérieux de renouvellement de celles-ci.
- Lancement d'un travail conjoint avec la HAS pour une meilleure sensibilisation des soignants.

MIEUX INFORMER ET MIEUX PROTÉGER LA VICTIME

- Mieux garantir l'information de la victime (notification des classements sans suite par un service d'aide aux victimes ou bureau d'aide aux victimes et information sur l'état d'avancement des procédures).
- Assurer une plus grande protection des plus vulnérables (adaptation du dispositif TGD et sensibilisation des juges des tutelles/personnes âgées et vulnérables). L'adapter aux réalités des territoires (ultramarins, ruraux).
- Éviter les contacts auteurs/victimes à l'occasion de l'exercice du droit de visite et d'hébergement des enfants :
 - Utilisation plus large du droit de visite et d'hébergement médiatisé.
 - Organisation procédurale de l'assistance au passage de bras par un tiers de confiance.
- Favoriser l'assistance par un avocat :
 - Travail à mener avec les barreaux.
 - Impact financier en cours d'expertise.

MIEUX PROTÉGER LES ENFANTS EXPOSÉS AUX VIOLENCES AU SEIN DU COUPLE

- Suspension de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale en cas de mise en examen pour homicide volontaire du conjoint.
- Possibilité pour le juge pénal de statuer sur l'exercice de l'autorité parentale.
- Demande d'information systématique à l'Aide sociale à l'enfance en cas de violence conjugale et à défaut, évaluation administrative de la situation familiale.

DÉCHARGER LES DESCENDANTS DE LEUR OBLIGATION ALIMENTAIRE ENVERS LE PARENT CONDAMNÉ POUR HOMICIDE VOLONTAIRE SUR L'AUTRE PARENT

- Modification de l'article 207 du code civil.

Suivi de l'auteur et prise en charge des violences

ADAPTATION DE LA RÉPONSE PÉNALE AU PROFIL DE L'AUTEUR ET À LA SPÉCIFICITÉ DES VIOLENCES CONJUGALES

- Interdiction de la médiation pénale comme alternative aux poursuites.
- Élaboration d'une mesure modèle de contrôle judiciaire sociaux-éducatifs avec suivi renforcé (parquet pilote : TGI de Saintes).
- Élaboration d'une procédure modèle d'éviction du conjoint violent (parquet pilote : TGI de Clermont-Ferrand).
- Vers une évaluation psychologique systématique du mis en cause avant jugement.

PRISE EN COMPTE DE LA SPÉCIFICITÉ DES FAITS DE VIOLENCES CONJUGALES DANS L'EXÉCUTION DE LA PEINE

- Mise en place de protocoles de repérage et de suivi des sortants de prison (protocole pilote/parquet/SPIP/France victime de Toulouse).
- Intégrer la spécificité de la prise en charge de l'auteur de violence conjugales dans les pratiques de l'administration pénitentiaire (réfèrent des pratiques opérationnels).
- Vers un encadrement des permis de visite de l'auteur à l'égard de la victime.
- Vers une multiplication des modules de sensibilisation à la violence et à l'égalité f-h en direction des détenus (cf MA Grenoble).

LANCEMENT D'UNE RECHERCHE SUR LES PROFILS DES AUTEUR

- Projet d'étude de l'université de bordeaux coordonnée par Éric Macé, professeur de sociologie, soutenu par la mission de recherche droit et justice.

INVENTAIRE DES BONNES PRATIQUES ET ÉVALUATION DES DISPOSITIFS MIS EN ŒUVRE

Une méthode

UNE MÉTHODE REPOSANT SUR 3 PILIERS :

- **Concertation : groupe de travail Justice puis mise en place de 2 groupes de travail opérationnels dans la durée, au-delà du Grenelle sur les deux thématiques :**
 - Protection de la victime et conséquences des violences conjugales sur les liens familiaux.
 - Suivi des auteurs et prise en charge de la violence.
- **Co-construction avec les juridictions :**
 - Modélisation des filières de l'urgences intégrant la spécificité des faits de Violences Conjugales (TGI Créteil, Rouen et Angoulême).
Mise en œuvre d'une politique de juridiction (Siège/Parquet) en la matière.
 - Modélisation prise en charge des auteurs (Parquets de Saintes, Toulouse et Clermont-Ferrand).
- **Évaluation & recherche :**
 - Élaboration d'une méthodologie de retour d'expériences à partir de la méthode qui sera définie par l'IGJ dans son rapport, avec mise en place d'une mission d'appui.
 - Lancer des recherches.
 - Développer des outils d'évaluation.

Contact :

Haute fonctionnaire à l'égalité femmes-hommes
hfed@justice.gouv.fr

